

International

RÉDUCTIONS HISTORIQUES DE L'AIDE : COMMENT L'AFRIQUE RÉAGIT-ELLE ?

Otaviano Canuto, Karim El Aynaoui, Hafez Ghanem

28/09/2026

L'an dernier, l'arrêt brutal de l'Usaid – l'Agence des États-Unis pour le développement international – décidé de manière unilatérale par Donald Trump, a profondément fragilisé les secteurs de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'éducation sur le continent africain. Plus généralement, une partie des pays membres de l'OCDE revoient à la baisse leur contribution à l'Aide publique au développement (APD). L'Afrique, pourtant durement touchée, pourrait profiter de cette dynamique pour asseoir son indépendance économique. Cette note, signée par **Otaviano Canuto, Karim El Aynaoui et Hafez Ghanem, est publiée dans le cadre d'un partenariat entre la Fondation Jean-Jaurès et le Policy Center for the New South.**

L'année 2025 a été marquée par une baisse historique de l'aide publique au développement (APD). L'aide étrangère accordée aux pays en développement par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a chuté d'environ 23%, soit la plus forte baisse jamais enregistrée et la deuxième année consécutive de recul. L'aide destinée à l'Afrique a, quant à elle, diminué de plus de 25%.

Le Fonds monétaire international (FMI) a qualifié cette contraction de l'APD en faveur de l'Afrique de « choc sans précédent ». Elle se distingue des évolutions antérieures de l'aide étrangère par son ampleur, sa profondeur, sa rapidité, mais également par le caractère simultané et inattendu des coupes budgétaires. Celles-ci interviennent, en outre, à un moment où d'autres sources de financement du continent – notamment les institutions multilatérales et les organisations non gouvernementales – sont elles-mêmes confrontées à d'importantes contraintes financières.

Les prêts chinois à l'Afrique ont également fortement diminué. Les nouveaux engagements de prêts chinois sont passés d'un pic de 29 milliards de dollars en 2016 à seulement 2,1 milliards de dollars en 2024, tandis que le service de la dette lié aux prêts antérieurs a continué d'augmenter. En conséquence, l'Afrique verse désormais davantage à la Chine au titre du service de la dette qu'elle

ne reçoit sous forme de nouveaux décaissements.

Parallèlement, les pays africains restent confrontés à des niveaux d'endettement élevés et, dans de nombreux cas, de moins en moins soutenables. Environ la moitié des 54 pays africains consacrent plus de 10% de leurs recettes budgétaires au paiement des intérêts de la dette.

Un changement structurel ou un choc temporaire ?

La baisse de l'APD semble relever davantage d'un changement structurel que d'un choc temporaire. L'OCDE prévoit de nouvelles diminutions en 2026 et au-delà. Les États-Unis, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et le Japon sont à l'origine de la quasi-totalité de la baisse enregistrée en 2025. Il s'agit de décisions politiques inscrites dans les budgets nationaux.

Les pays de l'OCDE sont eux-mêmes confrontés à d'importantes pressions budgétaires : ils doivent notamment absorber les déficits hérités de la période post-Covid-19 tout en augmentant leurs dépenses de défense. Dans le même temps, l'aide étrangère est devenue moins populaire dans plusieurs pays donateurs. Avec la montée du nationalisme, une partie croissante des électeurs remet en question l'utilité d'affecter des ressources publiques à des pays lointains alors que les besoins nationaux sont perçus comme de plus en plus pressants. L'APD est également souvent considérée par l'opinion publique comme inefficace ou source de gaspillage, ce qui en fait une cible privilégiée des politiques de réduction budgétaire.

Au-delà de la diminution des volumes, la nature même de l'aide évolue. L'APD n'est plus principalement envisagée comme un instrument destiné à soutenir le développement économique et la réduction de la pauvreté. Elle est de plus en plus appelée à servir les intérêts géopolitiques et économiques des pays donateurs.

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a exprimé clairement cette réorientation en affirmant que chaque programme financé par les États-Unis et chaque dollar dépensé devaient pouvoir être justifiés par leur contribution à rendre l'Amérique plus forte, plus sûre ou plus prospère. En Europe, le programme « Global Gateway » de l'Union européenne traduit lui aussi une volonté explicite d'articuler coopération internationale et intérêts géopolitiques et géostratégiques européens.

L'aide étrangère a toujours reflété, dans une certaine mesure, les intérêts des pays donateurs. Néanmoins, la tendance actuelle consiste à faire de ces intérêts la justification centrale – voire, dans certains cas, principale – de l'APD. Cette évolution est significative, car elle modifie les priorités de financement. Les programmes sociaux, l'éducation, la sécurité alimentaire et la

réduction de la pauvreté risquent de perdre de leur importance relative, tandis que des secteurs tels que les minerais critiques, la lutte contre le terrorisme, la prévention des pandémies ou encore la sécurité énergétique devraient occuper une place croissante.

L'impact sur les économies africaines

L'impact de cette évolution structurelle des politiques des bailleurs de fonds sur les économies africaines est considérable, particulièrement pour les pays à faible revenu. Selon le FMI, l'APD représentait environ 3% du PIB africain. Dans les pays africains à faible revenu, cette proportion atteignait 6,4% du PIB et, dans certains cas, comme au Soudan du Sud, elle dépassait le tiers du PIB. À l'inverse, l'APD ne représentait qu'environ 0,4% du PIB dans les pays africains à revenu intermédiaire.

Ces derniers pourraient être davantage en mesure de remplacer l'aide par des ressources nationales et des investissements étrangers. L'ajustement sera toutefois beaucoup plus difficile pour les pays à faible revenu, qui dépendent largement des subventions et des financements concessionnels pour soutenir leurs programmes sociaux et leurs politiques de lutte contre la pauvreté. De nombreux programmes dans les secteurs de la santé et de la sécurité alimentaire ont ainsi été brutalement interrompus à la suite des réductions de l'aide, avec des conséquences particulièrement graves pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

Les principales victimes de cette forte contraction de l'APD sont les populations pauvres, les réfugiés, les femmes et les enfants des pays à faible revenu et des États fragiles. Les réductions de l'aide produisent notamment des effets immédiats dans le secteur de la santé, dans lequel les bailleurs internationaux ont traditionnellement joué un rôle majeur.

Ferreira da Silva et *al.* (2026) estiment que, si la tendance actuelle à la baisse de l'APD se poursuit, elle pourrait entraîner 9,4 millions de décès supplémentaires dans les pays à faible revenu, dont 2,5 millions d'enfants de moins de cinq ans. Selon l'Onusida, les suspensions et réductions des programmes financés par les principaux bailleurs ont déjà entraîné des perturbations immédiates des services de prévention du VIH à travers l'Afrique. Le nombre de personnes bénéficiant d'une prophylaxie pré-exposition aurait ainsi diminué de 38%, tandis que le nombre de dépistages du VIH aurait baissé de 22%.

Parallèlement, le Programme alimentaire mondial (PAM) avertit que les déficits de financement menacent les moyens de subsistance des réfugiés, tandis que les réductions de l'aide humanitaire exposent des millions de personnes supplémentaires à l'insécurité alimentaire.

Les réactions africaines

Tout en reconnaissant la gravité de ces difficultés, de nombreux observateurs africains et internationaux considèrent que la baisse de l'APD en faveur de l'Afrique pourrait également constituer une occasion de renforcer la souveraineté économique et la maîtrise du développement du continent.

Ce sentiment a notamment été exprimé lors d'un webinaire organisé sur le sujet par le Policy Center for the New South. Il est également partagé par Rama Yade, de l'Atlantic Council, ainsi que par l'ancien président kenyan Uhuru Kenyatta.

Un groupe de dirigeants africains réunis à Ibadan, au Nigéria, a réagi aux premières annonces de réduction de l'APD consacrée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire en affirmant que l'avenir de l'Afrique n'avait jamais reposé sur l'aide, mais sur la capacité des Africains à prendre en main leur propre développement. Leur message est clair : si le continent agit aujourd'hui, il peut non seulement assurer davantage sa propre sécurité alimentaire, mais aussi renforcer sa contribution à l'alimentation mondiale.

Ces positions font écho à un courant ancien, mais toujours influent, de l'économie du développement, selon lequel l'APD à long terme – à distinguer de l'aide humanitaire d'urgence – peut, lorsqu'elle devient permanente, créer une dépendance, affaiblir les institutions, fausser les incitations et décourager la mobilisation des ressources nationales.

Peter Bauer fut l'un des premiers économistes à développer cet argument. Selon lui, le principal obstacle au développement n'était pas nécessairement le manque de capitaux, mais plutôt la faiblesse des institutions nationales et de l'esprit d'entreprise. Il considérait également que l'APD pouvait affaiblir la relation entre les gouvernements et leurs citoyens, les gouvernements dépendant fortement de l'aide étrangère étant moins incités à développer des systèmes fiscaux efficaces et à rendre des comptes à leur population.

Plus récemment, William Easterly a soutenu que l'aide pouvait inciter les gouvernements à répondre davantage aux attentes des bailleurs de fonds qu'à mettre en œuvre des stratégies de développement adaptées aux réalités nationales. Pour lui, le développement est davantage susceptible de réussir lorsque les entrepreneurs, les agriculteurs et les citoyens répondent aux incitations économiques locales que lorsque des organismes d'aide tentent d'imposer une transformation économique selon une logique descendante.

Dans son ouvrage publié en 2009, l'économiste zambienne Dambisa Moyo a également souligné que plus de cinquante années d'aide publique au développement n'avaient pas permis de générer une croissance durable en Afrique. Selon elle, l'aide pouvait favoriser la corruption, affaiblir les institutions, décourager l'entrepreneuriat et inciter les gouvernements à accorder davantage d'attention aux bailleurs de fonds qu'à leurs propres citoyens.

L'APD est-elle, dès lors, bénéfique ou néfaste au développement ? La réponse doit nécessairement être nuancée. L'APD et l'aide humanitaire ont produit de nombreux effets positifs dans le monde. Cependant, les critiques formulées par Peter Bauer, William Easterly et Dambisa Moyo ne peuvent être entièrement écartées. Le développement durable repose avant tout sur la qualité des institutions, les politiques publiques et le leadership nationaux, plutôt que sur une dépendance permanente à l'aide étrangère.

La forte baisse récente de l'APD place donc involontairement l'Afrique face à un test grandeur nature de cette hypothèse : le recul de l'aide conduira-t-il les pays africains à renforcer leurs institutions et à améliorer leurs politiques économiques ?

Les déclarations politiques formulées par plusieurs dirigeants africains à la suite des réductions de l'aide vont dans le sens d'une plus grande autonomie. L'ancien ordre international – y compris le système traditionnel de l'aide – connaît une transformation profonde. Dans le même temps, les politiques d'aide mises en œuvre au cours des dernières décennies n'ont pas toujours produit les résultats escomptés sur le continent.

Il est dès lors nécessaire que l'Afrique assume une responsabilité accrue dans son propre développement. Les déclarations politiques en faveur de la souveraineté économique sont importantes, mais leur portée dépendra avant tout des actions mises en œuvre. Pour transformer ces ambitions en progrès concrets, les dirigeants africains devront agir simultanément aux niveaux national et régional.

Parvenir à un consensus national en faveur du changement

La réduction de l'aide étrangère et la nécessité de renforcer l'autonomie économique offrent aux pays africains l'occasion de construire un nouveau consensus politique national autour d'un modèle de développement renouvelé.

Les pays africains ayant obtenu des résultats significatifs en matière de développement ont généralement commencé par établir un consensus politique autour d'un programme économique.

Un tel consensus peut émerger dans des systèmes politiques très différents. Les exemples de Maurice, du Botswana et du Rwanda illustrent respectivement sa formation dans le cadre d'une démocratie parlementaire ouverte, d'un système démocratique fortement influencé par les structures traditionnelles et d'un régime politique beaucoup plus centralisé.

Maurice

Petite île pauvre en ressources naturelles et caractérisée par une forte diversité ethnique, Maurice n'était initialement pas considérée comme un candidat évident à la réussite économique. Le prix Nobel James Meade avait même prédit son échec. Le pays présentait plusieurs caractéristiques communes à de nombreuses économies africaines : dépendance à une monoculture – la canne à sucre –, vulnérabilité aux fluctuations des termes de l'échange, forte croissance démographique et tensions ethniques potentielles.

Maurice est pourtant devenue l'une des principales réussites économiques du continent. Le pays a suivi une trajectoire comparable à celle de plusieurs économies d'Asie de l'Est : développement initial des exportations agricoles, passage à une industrie manufacturière intensive en main-d'œuvre, puis développement progressif de services à plus forte valeur ajoutée.

Son PIB par habitant en dollars courants a été multiplié par 54, passant de 246 dollars en 1970 à 13 300 dollars en 2024. Mesurée en PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat et en dollars constants, cette évolution correspond à une multiplication par treize du niveau de vie réel.

Selon Subramanian (2009) et Frankel (2010), Maurice a notamment réussi en construisant un système politique inclusif, fondé sur une démocratie parlementaire de type Westminster, capable de contenir les conflits sociaux. La plupart des gouvernements mauriciens ont reposé sur des coalitions entre plusieurs partis, favorisant la recherche du compromis et permettant la consolidation d'institutions économiques solides ainsi que d'une vision nationale partagée du développement.

La capacité du pays à surmonter ses déséquilibres macroéconomiques au début des années 1980 illustre cette logique. Un consensus national s'est progressivement formé autour d'un programme d'ajustement macroéconomique, qui a ensuite été poursuivi par trois gouvernements successifs aux orientations idéologiques différentes.

Botswana

Le Botswana constitue une autre réussite africaine. Contrairement à Maurice, il dispose d'importantes ressources naturelles. Depuis les années 1970, les recettes provenant de l'exploitation du diamant ont représenté environ un tiers du revenu national et jusqu'à 75% des exportations.

Alors que de nombreux pays riches en ressources naturelles ont été confrontés à la « malédiction des ressources », le Botswana a largement utilisé ses revenus diamantifères pour financer son développement et a progressivement renforcé la transformation locale des diamants, contribuant ainsi à l'émergence d'une nouvelle industrie.

Le PIB par habitant nominal du Botswana a été multiplié par 74, passant de 103 dollars en 1970 à 7600 dollars en 2024. En termes de parité de pouvoir d'achat et en dollars constants, cela correspond à une multiplication par onze du niveau de vie réel.

Acemoglu, Johnson et Robinson (2001), ainsi que Robinson (2009), attribuent cette réussite à l'existence d'un consensus autour d'une vision du développement ayant permis la constitution d'institutions économiques solides et la mise en œuvre de politiques cohérentes.

Le système politique du Botswana diffère cependant de celui de Maurice. Les élections sont généralement considérées comme équitables et transparentes, mais elles ont longtemps permis à un même parti, le Botswana Democratic Party (BDP), de conserver le pouvoir. Celui-ci a gouverné pendant cinquante-huit ans, de l'indépendance en 1966 jusqu'à sa défaite en 2024 face à l'Umbrella for Democratic Change (UDC).

Au Botswana, la construction du consensus a également été facilitée par les traditions politiques des communautés tswana. Celles-ci sont historiquement organisées autour des chefs et du *kgotla*, assemblée dans laquelle les questions d'intérêt collectif sont débattues. Bien que formellement consultatifs, les *kgotlas* ont constitué un mécanisme permettant aux citoyens de critiquer leurs dirigeants et de participer aux discussions publiques.

Cette tradition s'est maintenue après la création de l'État moderne. Les présidents successifs ont régulièrement parcouru le pays pour présenter et expliquer les décisions publiques devant les *kgotlas*, contribuant ainsi à la formation d'une vision partagée de l'avenir national.

Rwanda

Le Rwanda apparaît, pour sa part, comme une réussite économique émergente. Entre la fin du génocide, en 1994, et 2024, son PIB par habitant en dollars courants a été multiplié par environ sept, passant de 145 à 1000 dollars. En termes de parité de pouvoir d'achat constante, cela correspond à une amélioration proche d'un facteur trois du niveau de vie.

Le pays a progressivement évolué d'une économie largement fondée sur une agriculture de subsistance vers des activités de services à plus forte valeur ajoutée et les technologies de l'information et de la communication.

Cette transformation s'est toutefois opérée dans un système politique que Freedom House qualifie de « non libre ». Le Front patriotique rwandais (FPR), au pouvoir depuis 1994, exerce un contrôle étroit sur l'espace politique, tandis que le président Paul Kagame a remporté plusieurs élections présidentielles consécutives avec plus de 90% des suffrages.

Trois facteurs peuvent contribuer à expliquer la capacité du gouvernement rwandais à obtenir un soutien en faveur de son programme économique malgré l'absence d'un système politique pleinement ouvert.

Premièrement, le souvenir du génocide a créé une forte demande sociale de stabilité et d'ordre, conférant au FPR une forme de légitimité politique. Le gouvernement a placé l'unité nationale au cœur de son action, notamment à travers des programmes d'éducation civique, des initiatives de réconciliation communautaire, des commémorations et des forums locaux de dialogue.

Deuxièmement, le gouvernement a élaboré successivement une « Vision 2020 » puis une « Vision 2050 », largement diffusées et mobilisées dans les débats nationaux et les réunions des collectivités locales. Ces stratégies ont contribué à fédérer une coalition de chefs d'entreprise, de technocrates et d'élites urbaines autour du programme économique.

Troisièmement, à l'image de l'ancien Premier ministre singapourien Lee Kuan Yew, le président Kagame semble fonder largement sa légitimité sur la performance économique et sociale. Le contrat social implicite repose sur l'idée que l'État garantit la sécurité, la croissance, la santé, l'éducation et les services publics, tandis que la population soutient en retour le programme de développement.

Quels seraient les résultats de ces nouveaux consensus nationaux ?

Les pays africains doivent construire des consensus nationaux autour de nouveaux programmes économiques capables de mobiliser les ressources nécessaires pour compenser le recul de l'APD.

Ces programmes pourraient notamment viser à :

1. accroître les recettes fiscales nationales ;
2. renforcer le secteur financier ;
3. attirer davantage d'investissements privés étrangers ;
4. augmenter les recettes d'exportation et les transferts de fonds ;
5. diversifier les partenariats internationaux au-delà de la Chine et des pays membres du CAD de l'OCDE.

Mobiliser davantage de ressources nationales

Avec la baisse de l'APD, la mobilisation des ressources nationales revêt aujourd'hui une importance rarement atteinte depuis l'indépendance des pays africains. Le recul de l'aide impose d'accroître les recettes domestiques afin de préserver les dépenses publiques consacrées aux infrastructures, à l'éducation, à la santé, à la sécurité et à la protection sociale.

L'importance de la fiscalité dépasse toutefois la seule question des recettes. Elle contribue également à renforcer les relations entre les gouvernements et les citoyens : un gouvernement dépendant davantage des contribuables est généralement davantage incité à fournir des services publics, à rendre des comptes et à favoriser la croissance économique.

Les performances fiscales moyennes de l'Afrique restent relativement faibles. En 2023, le ratio moyen recettes fiscales/PIB sur le continent s'élevait à 16,1%, contre 34% dans les pays de l'OCDE, 19,6% en Asie et 21,3% en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Des réformes sont donc nécessaires pour renforcer la mobilisation des ressources nationales. Certains pays africains offrent déjà des exemples utiles. Le Maroc a régulièrement maintenu un ratio recettes fiscales/PIB supérieur à 25%, tandis que la Tunisie a souvent dépassé les 30% et que l'Afrique du Sud collecte généralement entre 25% et 27% de son PIB sous forme d'impôts.

Ces exemples montrent que les États africains peuvent mettre en place des systèmes fiscaux plus

performants lorsqu'existent une volonté politique, des capacités administratives et une cohérence suffisante des politiques publiques. Parmi les leviers mobilisés figurent l'amélioration de l'administration fiscale, l'élargissement de l'assiette fiscale, la réduction du poids de l'économie informelle, la numérisation, une meilleure taxation des multinationales et du secteur minier ainsi que la réduction des exonérations fiscales.

Approfondir les marchés financiers

À mesure que l'APD diminue, les gouvernements africains devront également mobiliser davantage de ressources sur les marchés financiers nationaux. Le continent dispose de plus de 4000 milliards de dollars d'actifs financiers, de dépôts bancaires et de réserves d'assurance encore insuffisamment mobilisés en raison du sous-développement et de la fragmentation des marchés financiers.

Le ratio du crédit au secteur privé rapporté au PIB constitue un indicateur de cette faiblesse. En 2023, il atteignait environ 25% en Afrique, contre 80% en Asie de l'Est et plus de 100% dans les pays de l'OCDE.

Pour réduire cet écart, les pays africains doivent renforcer leurs systèmes bancaires, développer la finance numérique, approfondir les marchés de capitaux, développer les secteurs des retraites et des assurances et mobiliser davantage l'épargne de la diaspora.

Attirer davantage d'investissements directs étrangers

Les marchés financiers nationaux ne pourront toutefois pas, à eux seuls, compenser le recul de l'APD. Les pays ayant réussi leur transformation économique se sont souvent appuyés davantage sur les investissements directs étrangers (IDE) que sur l'aide publique au développement. Singapour, la Chine, la Malaisie et le Costa Rica constituent des exemples significatifs.

L'Afrique n'attire qu'environ 6% des IDE mondiaux, soit l'équivalent de 2% à 4% du PIB du continent, alors qu'elle représente environ 20% de la population mondiale. En 2024, les flux d'IDE à destination de l'Afrique se sont néanmoins élevés à 97 milliards de dollars, soit un montant supérieur aux 59 milliards de dollars d'APD reçus cette même année.

Quelques pays africains – notamment Maurice, le Rwanda, le Maroc et l'Égypte – ont relativement bien réussi à attirer les investissements étrangers, offrant des enseignements utiles pour le reste du continent.

Leurs expériences mettent en évidence plusieurs facteurs déterminants : la stabilité politique et la sécurité ; un cadre macroéconomique favorable ; des infrastructures adéquates ; un environnement réglementaire facilitant l'activité des entreprises ; l'ouverture commerciale ; la disponibilité d'un capital humain qualifié ; l'efficacité des agences de promotion des investissements ; et la solidité des institutions, notamment en matière de sécurité juridique, de prévisibilité réglementaire et d'efficacité administrative.

Renforcer les recettes en devises

Face au recul de l'APD, les pays africains sont également confrontés à un déficit de devises qui s'ajoute aux tensions pesant sur les finances publiques. Compenser cette baisse suppose donc d'augmenter les recettes en devises provenant des exportations de biens et de services ainsi que des transferts de fonds des travailleurs migrants.

Selon la Cnuced, les exportations africaines de biens sont passées de 140 milliards de dollars en 1995 à 650 milliards de dollars en 2023. Toutefois, la part de l'Afrique dans les exportations mondiales reste comprise entre 2% et 3%.

Cette faiblesse tient en partie à la structure des exportations africaines, encore dominées par les produits primaires – pétrole brut, minerais et produits agricoles – caractérisés par une transformation locale et une valeur ajoutée limitées. Des politiques industrielles favorisant l'exportation de produits transformés plutôt que de matières premières constitueraient dès lors un élément essentiel de toute stratégie visant à compenser le recul de l'APD.

Les exportations de services pourraient jouer un rôle tout aussi important. L'Afrique a déjà accru ses recettes en devises grâce au tourisme et aux services numériques, notamment dans les TIC, l'externalisation des processus métier et les services financiers. Ces dynamiques doivent être amplifiées.

Développer le tourisme et l'économie numérique

Outre son rôle comme source de devises, le tourisme génère de nombreux emplois directs et indirects. Le continent dispose d'un potentiel considérable en matière de tourisme culturel, balnéaire et de nature.

En 2024, les recettes touristiques atteignaient notamment 15,3 milliards de dollars en Égypte, 11,2 milliards au Maroc, 5,4 milliards en Afrique du Sud, 3,9 milliards en Tanzanie et 2,1 milliards à

Maurice.

L'économie numérique constitue également un moteur croissant de développement et d'innovation. En 2024, les exportations numériques africaines se sont élevées à 41,3 milliards de dollars, dont 7 milliards pour l'Afrique du Sud, 6,7 milliards pour le Maroc, 5,2 milliards pour le Ghana, 4 milliards pour l'Égypte et 3,5 milliards pour Maurice.

Le total africain reste néanmoins inférieur à 1% des exportations numériques mondiales, ce qui laisse entrevoir un potentiel de progression considérable. Les secteurs public et privé devront pour cela investir davantage dans les infrastructures numériques, les compétences, les plateformes et l'éducation numériques.

Mobiliser davantage les transferts de fonds

Les transferts de fonds constituent l'une des sources les plus stables de devises pour les pays en développement. À l'échelle mondiale, ils dépassent désormais les IDE et l'APD en volume.

En 2024, l'Afrique a reçu plus de 100 milliards de dollars de transferts de fonds, soit sensiblement plus que l'APD. Contrairement à cette dernière, ces flux relèvent du secteur privé et sont directement destinés aux ménages. Ils présentent également une plus grande stabilité et peuvent même augmenter en période de crise.

En 2024, l'Égypte a reçu 22,7 milliards de dollars de transferts de fonds, le Nigéria 19,8 milliards et le Maroc 12 milliards.

Les pays ayant obtenu les meilleurs résultats dans ce domaine ont notamment réduit le coût des transferts grâce aux systèmes de paiement numériques, amélioré l'interopérabilité des services de paiement mobile, maintenu des taux de change réalistes et simplifié les procédures de change. Ils ont également développé des politiques de mobilisation de leur diaspora afin d'encourager l'épargne, l'investissement et le transfert de compétences.

Diversifier les partenariats internationaux

Alors que l'engagement financier des pays de l'OCDE et de la Chine s'amenuise, il est logique que les pays africains recherchent de nouveaux partenaires. Les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Inde figurent parmi les acteurs susceptibles de renforcer leurs relations économiques avec le continent.

Ces pays ne seront probablement pas en mesure de remplacer intégralement l'APD des membres de l'OCDE ou les financements chinois. Ils peuvent néanmoins devenir des sources importantes d'investissements directs étrangers, d'échanges commerciaux et de transferts de technologies.

L'Afrique ne devrait toutefois pas remplacer une dépendance par une autre. L'objectif doit être de diversifier ses partenariats et, lorsque cela est possible, de favoriser la concurrence entre partenaires afin que leurs interventions répondent davantage aux priorités africaines de développement.

Ce processus est déjà engagé. Les Émirats arabes unis sont devenus une source majeure de projets d'investissement *greenfield* en Afrique, les entreprises émiraties ayant annoncé quelque 50 milliards de dollars de nouveaux investissements en 2023, notamment dans la logistique, les énergies renouvelables, les ports, les télécommunications et l'exploitation minière.

L'Arabie saoudite renforce également sa présence économique dans l'agriculture, les mines, l'énergie et les infrastructures.

La Turquie a considérablement accru sa présence diplomatique et économique en Afrique. Le nombre de ses ambassades sur le continent a plus que triplé au cours des deux dernières décennies et les échanges commerciaux avec l'Afrique sont passés de 5 milliards de dollars en 2003 à environ 40 milliards aujourd'hui. Les entreprises turques sont particulièrement présentes dans la construction, les infrastructures de transport, l'industrie manufacturière et l'aviation.

L'Inde figure quant à elle régulièrement parmi les dix principaux pays d'origine des investissements *greenfield* en Afrique. Les entreprises indiennes sont actives dans les secteurs pharmaceutique, numérique, agricole et manufacturier. La coopération indienne au développement met par ailleurs l'accent sur l'assistance technique, l'éducation et le renforcement des capacités.

Actions à mener au niveau régional

Tous les pays africains sont confrontés au même défi : le recul de l'APD. Dans le même temps, les tensions géopolitiques et la montée des politiques protectionnistes dans les économies avancées témoignent d'une transformation profonde de la mondialisation.

Les politiques de *near-shoring* et de *friend-shoring* gagnent du terrain, tandis que les dynamiques régionales prennent une importance accrue. L'Afrique doit s'adapter à cette nouvelle configuration de l'économie mondiale.

Pour répondre à ce « choc sans précédent », les pays africains doivent accélérer l'intégration régionale en mettant pleinement en œuvre la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et en renforçant les institutions régionales de financement du développement.

La baisse de l'APD rend la mise en œuvre de la ZLECAf d'autant plus importante. En créant un marché unique de 1,4 milliard de personnes, l'intégration régionale pourrait attirer davantage d'investissements étrangers et nationaux, favoriser l'approfondissement des chaînes de valeur régionales et stimuler les investissements dans les infrastructures transfrontalières.

Elle permettrait également de soutenir les exportations et de générer davantage de recettes en devises. La Banque mondiale (2020) estime qu'une mise en œuvre complète de la ZLECAf pourrait accroître les revenus du continent de 7% et permettre à 30 millions de personnes de sortir de l'extrême pauvreté d'ici 2035.

À mesure que l'APD occidentale diminue et que les financements chinois deviennent moins abondants, l'Afrique devra davantage s'appuyer sur ses propres marchés, entreprises, investisseurs et consommateurs. La ZLECAf constitue l'un des principaux instruments permettant de poursuivre cet objectif.

Renforcer les institutions africaines de financement du développement

Au-delà de l'intégration commerciale, l'Afrique pourrait compenser une partie du recul de l'APD en développant ses propres institutions de financement du développement, notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et l'Africa Finance Corporation (AFC).

Ces institutions peuvent contribuer à mobiliser l'épargne africaine, attirer des capitaux privés, financer les infrastructures intra-africaines, soutenir les chaînes de valeur régionales et faciliter le commerce continental. Leur renforcement contribuerait également à accroître la souveraineté financière du continent et pourrait constituer l'un des piliers d'un nouveau modèle africain de développement.

Trois pistes pourraient être envisagées.

Premièrement, les fonds propres de ces institutions pourraient être augmentés grâce à des contributions supplémentaires des États. Dans le cas de la BAD, un dollar supplémentaire de

capital pourrait permettre de générer plusieurs dollars supplémentaires de capacité de prêt, produisant ainsi un effet de levier important sur les financements disponibles pour l'investissement.

Deuxièmement, la BAD, Afreximbank et l'AFC pourraient parrainer un véhicule d'investissement panafricain permettant de mobiliser des capitaux à long terme provenant notamment des fonds de pension, des compagnies d'assurance et des fonds souverains africains, dont une part importante des actifs est aujourd'hui investie à l'étranger.

Troisièmement, une institution panafricaine spécialisée dans les garanties d'infrastructures pourrait être créée – une Facilité africaine de garantie des infrastructures – afin de réduire les risques supportés par les investisseurs et d'orienter davantage de capitaux privés, africains comme étrangers, vers les infrastructures dont le continent a besoin.

Conclusion : la réduction de l'aide pourrait-elle être bénéfique pour l'Afrique ?

Les réductions de l'aide sont indéniablement douloureuses. Elles entraînent des coûts humains importants et affectent directement des millions de personnes parmi les plus vulnérables.

Dans le même temps, le modèle traditionnel de l'aide publique au développement n'a pas permis à l'Afrique de combler son retard sur l'ensemble des indicateurs de développement. Tout en cherchant à soutenir le continent, les bailleurs ont peut-être, dans certains cas, contribué involontairement à limiter son autonomie.

Le moment est donc venu d'envisager un nouveau modèle de développement dans lequel les Africains assumeraient une responsabilité beaucoup plus grande dans la définition et le financement de leur propre avenir.

Dans cette perspective, la baisse de l'APD pourrait agir comme un signal d'alarme. Elle rappelle aux pays africains la nécessité de mobiliser leurs propres ressources, de renforcer leurs institutions et de rechercher des solutions adaptées à leurs réalités.

Le recul de l'aide signifie que les Africains pourront de moins en moins compter sur les bailleurs étrangers – parmi lesquels figurent plusieurs anciennes puissances coloniales – pour répondre à leurs principaux défis économiques et sociaux.

Plus de soixante ans après l'accession à l'indépendance politique de la majorité des pays du continent, l'enjeu est désormais de progresser vers une autonomie économique plus forte. Celle-ci ne signifie pas l'isolement, mais la capacité de l'Afrique à définir ses priorités, à mobiliser ses ressources, à diversifier ses partenariats et à prendre davantage en charge les conditions de sa propre transformation.